

**Déclaration intersyndicale Solidaires Finances Publiques et CGT Finances
préalable à la réunion du comité social d'administration (CSAL)
sur les suppressions d'emplois du 19/01/2024 (2ème convocation)**

Madame la présidente,

Les éditos des journalistes comme les discours de certains politiques essaient de nous convaincre qu'Emmanuel Macron n'a rien fait depuis 7 ans.

C'est tout le contraire.

Certains ont bénéficié de la suppression de l'ISF, de la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) qui s'applique sur les revenus du capital et de l'épargne (rappel : taux de 30% dont 12,8% seulement au titre de l'impôt sur le revenu), de la suppression de la Cvae, de la baisse de l'impôt sur les sociétés de 33,33% à 25%....

D'autres ont vu une réduction des Apl, un allongement de la durée des trimestres pour pouvoir partir à la retraite, un recul de l'âge légal de départ en retraite de 62 à 64 ans, une réduction de la durée d'indemnisation du chômage et du montant de cette dernière, un gel des traitements....

Et afin d'en rajouter, MACRON veut relever la franchise sur chaque boîte de médicament à 1€, faire porter des uniformes dans les établissements scolaires au lieu de redonner de l'attractivité au métier d'enseignant, liste non exhaustive bien évidemment !

Avec ces choix, Emmanuel Macron confirme ce que disait le milliardaire américain Warren Buffet : « Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons. »

Madame la présidente,

Nous ne vous lisons pas un nouveau passage du livre de Bruno Le Maire.

Par contre nous réagissons au propos qu'il a tenu lors de [la présentation de ses vœux](#) le lundi 8 janvier : « nous devons trouver au minimum 12 milliards d'euros d'économies en 2025 ».

Liminaire après liminaire, réunion après réunion, nous dénonçons le fait que la France est devenue un véritable paradis fiscal, le contrôle fiscal y étant quasi inexistant.

Tous les agents de la DGFIP savent que la fraude fiscale est présente partout et que si l'Etat leur en donnait les moyens, ce sont des milliards d'euros qui pourraient être récupérés pour financer les retraites, l'école, les hôpitaux, le chômage.....

Quand cesseront les arrangements entre amis comme sur le dossier Psg - Neymar qui a privé l'Etat et l'Urssaf de millions d'euros ? Comme également sur le dossier Bernard Arnault où l'Etat préfère un partenariat fiscal et une promotion au grade de Grand Croix de la Légion d'Honneur au lieu de le poursuivre pour fraude fiscale ?

Quand est-ce que vous alerterez notre directeur général et notre ministre de l'économie sur la situation du contrôle fiscal ?

Les services de contrôle de l'Ardèche ont perdu 7 emplois depuis la création de la DDFIP en 2010.

Le résultat est là ! Les Sip, les Sie, le PUC, les SGC, le SDiF n'ont plus le temps de réaliser de véritable contrôle des dépenses ou des recettes.

Madame la présidente ,

Année après année, la DDFIP 07 perd des emplois et 2024 n'échappera pas malheureusement à la règle.

Sans présager du futur, nul doute que la DGFIP subira également une nouvelle vague de suppressions d'emplois en 2025. MACRON ayant annoncé des baisses d'impôts pour les classes moyennes en 2025, charge à Bruno LEMAIRE de trouver les 12 milliards d'économies qui se feront entre autres sur le dos du Service Public.

Nous vous rappelons que depuis 2010 et la fusion DGI/Trésor pour créer la DDFiP, les services ont perdu 113 emplois de PROXIMITE et le NRP n'a fait qu'accentuer la fin du service public proche des citoyens. L'IA (intelligence artificielle) ne fait qu'exclure toute une frange de la population de leurs droits.

D'ailleurs les chiffres le prouvent :

- 30% des personnes qui pourraient prétendre au RSA ne le demandent pas
- 50% des retraités pouvant prétendre à la retraite minimum ne font pas la démarche

Avec vos choix et ceux de nos dirigeants, « Liberté - Égalité - Fraternité » au fronton de nos mairies ne deviennent que des mots ».

Arrêtez le massacre ! Donnez les moyens aux services pour que le terme « égalité » ne soit pas qu'un terme de communication.

Il ne faut pas oublier que la contrepartie du système déclaratif français est le contrôle, et le compte n'y est pas.

Madame la présidente,

De tout ce qui précède et comme à l'accoutumée nous ne siégerons pas à ce CSAL sur les suppressions d'emplois en Ardèche.